



Cahiers d'études africaines

221-222 | 2016

Mobilités et migrations européennes en (post)
colonies

Les Corses au Gabon

Recompositions identitaires d'une communauté régionale en situation
d'expatriation

*Corsicans in Gabon. Identical Reorganisations of a Regional Community in
Situation of Expatriation*

Vanina Profizi



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18987>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.18987

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2016

Pagination : 287-316

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Vanina Profizi, « Les Corses au Gabon », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 221-222 | 2016, mis en
ligne le 01 avril 2018, consulté le 24 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18987> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.18987

Les Corses au Gabon

Recompositions identitaires d'une communauté régionale en situation d'expatriation

Au début des années 2000, le Gabon constitue le cœur de la Françafrique (M'Bokolo 2009), et la « Corsafrique » y est particulièrement présente, notamment dans l'entourage présidentiel. L'ambassadeur de France au Gabon entre 1986 et 1994, Louis Dominici, qui est Corse¹, a occupé cette fonction pendant la durée exceptionnellement longue de huit années consécutives. Le pays abrite aussi l'un des principaux gisements de pétrole exploités par l'entreprise française Total-Fina-Elf, dont le « Monsieur Afrique » a été, pendant près de trente ans, l'ancien énarque corse André Tarallo, qui est parvenu à obtenir du président Omar Bongo des conditions optimales d'exploitation du pétrole gabonais, avant d'être rattrapé par la sulfureuse « affaire Elf ». Enfin le beau-père d'Omar Bongo, Denis Sassou-Nguesso, président du Congo voisin, compte parmi ses amis d'enfance les frères Feliciaggi, qui ont grandi en Afrique où ils ont créé plusieurs affaires de moyenne envergure (hôtels, entreprises d'import-export, compagnies de pêche, etc.). Au début des années 1980, Robert Feliciaggi s'est associé avec un autre Corse, Michel Tomi, avec qui il a créé une entreprise de jeux de hasards (paris hippiques, casinos, machines à sous) implantée dans plusieurs pays de la région (Congo, Cameroun, Sao-Tomé), et dont la vitrine est sans conteste le Gabon. Toutes ces personnalités forment alors, autour des milieux dirigeants gabonais, une présence corse assez remarquable pour susciter l'attention des médias, mais aussi de qui s'intéresse à la présence corse en Afrique dans la longue durée. Par ailleurs le Gabon, ancienne « colonie de doublage » où tant de bagnards furent envoyés en résidence surveillée après expiration de leur peine, abriterait aujourd'hui de nombreux insulaires protégés par les bonnes relations que leurs compatriotes implantés localement entretiennent

1. Le terme « corse » renvoie ici à une identification impliquant à la fois (BRUBAKER 2001) une « communauté catégorielle » (lieu de naissance de l'individu ou de ses ascendants directs, pratique du dialecte), une « connexité relationnelle » (sociabilité individuelle, familiale ou associative localiste) et un sentiment d'appartenance ou « groupalité », ce dernier élément renvoyant aussi bien à l'autoreprésentation des acteurs qu'à une catégorisation externe (à partir de la consonance du patronyme par exemple), telles qu'elles sont perceptibles dans les sources.

avec les instances dirigeantes de divers pays d'Afrique subsaharienne². Avant Michel Tomi, de nombreux Corses ont eu des relations privilégiées avec certains présidents africains³, dont la plupart constituaient autant d'interlocuteurs essentiels de la France post-gaullienne en Afrique. Dès le lendemain des décolonisations, les réseaux animés par Jacques Foccart puis, surtout, par Charles Pasqua ont tissé, à travers ces relations privilégiées, des liens étroits entre la Corse et l'Afrique (Bat 2012 ; Beau 2002), au point de justifier, à la fin des années 1990, la création du néologisme « Corsafrique », déclinaison « régionale » restée sans équivalent du concept beaucoup plus connu de « Françafrique »⁴. Si certains la qualifient aujourd'hui de concept dépassé⁵, l'existence de la Corsafrique était incontestée au début des années 2000, et le Gabon en représentait le terrain d'enquête idéal⁶, en tant que point

2. R. Carayol, « Tomi, IBK, Bongo : des écoutes embarrassantes », *Jeune Afrique*, 22 mai 2015, <<http://www.jeuneafrique.com/232734/politique/tomi-ibk-bongo-des-ecoutes-embarrassantes/>>, consulté le 27/07/2015. Dans des écoutes judiciaires publiées par le site d'information *Médiapart* et largement reprises par la presse française et africaine, on entend Michel Tomi, que la presse spécialisée désigne régulièrement comme « le parrain des parrains » de la communauté corse d'Afrique, évoquer la possibilité d'envoyer « en bas » divers jeunes gens de son entourage recherchés par la justice. « En bas », c'est-à-dire au Gabon et dans les pays voisins, où il n'y a, selon une autre des personnes écoutées, « ni douane, ni police, ni rien », et donc pas de risque d'extradition « parce que, s'il y a une demande d'extradition, on est prévenu avant ». Et où, surtout, précise la même source, « il y a des Corses, [ce qui] est quand même plus agréable que d'être dans un trou perdu. »
3. On peut citer par exemple le haut-commissaire Don-Jean Colombani, devenu en 1960 le premier ambassadeur de France au Niger auprès d'Hamani Diori ; Nicolas Leca, autre ancien administrateur colonial corse, directeur de cabinet du même Diori ; ou encore Paul Bartoli, simple sous-officier de l'armée française soutenant, en service commandé, l'élection du premier président de Djibouti Hassan Gouled en 1977.
4. Forgé par Félix Houphouët-Boigny, dans le contexte de la décolonisation, pour désigner le maintien souhaité de relations privilégiées entre l'ancienne métropole et ses colonies, le terme a été médiatisé par la publication de l'ouvrage de F.-X. VERSCHAVE (1998), qui lui donne sa connotation actuelle de dénonciation des méthodes et de la forme spécifique prise par la politique néocoloniale de la France sur le continent africain. Il est néanmoins critiqué pour son manque de profondeur historique par ceux qui y voient, comme J.-P. DOZON (2002), une simple description de « l'écume des choses », position que nous partageons en ce qui concerne la déclinaison corsafrique.
5. R. Carayol, « Cameroun, Congo, Gabon, Mali, RDC... : ci-gît la Corsafrique ! », *Jeune Afrique*, 12 mai 2015.
6. Mais néanmoins délicat, sinon « miné ». La période d'enquête suit en effet de près le procès en cassation du volet « corruption » de l'affaire Elf, dans laquelle, après plusieurs années de procédure, plusieurs figures de premier plan parmi les Corsés d'Afrique ont été condamnées. En parallèle, la justice française s'intéresse alors au Rassemblement pour la France (RPF), le parti créé en 1999 par Charles Pasqua. Trois des principaux dirigeants de la société de jeux implantée au Gabon (Robert Feliciaggi, son associé Michel Tomi et la fille de ce dernier Marthe Mondoloni) sont alors mis en cause. La justice finira par conclure en 2007 au financement illégal de ce parti par les casinotiers corses, en contrepartie de

nodal de cette Françafrique semi-occulte. La présence corse dans l'ancien empire colonial français et la Corsafrique des années 2000 sont pourtant deux phénomènes *a priori* distincts : d'un côté, une présence corse en Afrique dont des travaux de recherche antérieurs ont donné l'occasion de mesurer l'ancienneté, l'importance numérique et la diversité (Profizi 2002) ; de l'autre, un concept médiatique récent, forgé par des journalistes spécialisés dans l'analyse des relations franco-africaines contemporaines, désignant un sous-ensemble relativement marginal des réseaux informels sur lesquels s'appuient en partie ces relations. Pour autant, il semble difficile de faire abstraction de la surreprésentation massive des Corses en Afrique durant la période coloniale lorsqu'est soumise à l'étude la position singulière occupée par certains Corses dans les relations franco-africaines contemporaines.

Cet article porte en particulier sur les « Corses des jeux », arrivés depuis la fin des années 1980 au Gabon. Cette arrivée est située dans une perspective diachronique qui présente les périodes-clés (empire, décolonisation) durant lesquelles la présence corse est attestée, ainsi que les rôles politiques, sociaux et économiques qu'elle a occupés dans ce pays. Le point commun le plus évident entre ces époques est la nature « localiste » de la communauté étudiée, fondée sur une origine géographique commune d'échelle régionale, à laquelle s'adjoint un sentiment d'appartenance à une « identité » partagée. On ne discutera pas ici en détail du particularisme corse, par comparaison avec les autres composantes régionales de la population française. Sans être un cas unique, la revendication de ce particularisme est de notoriété publique. Certaines de ses origines sont largement documentées : insularité, caractère récent du rattachement au territoire national dans lequel la Corse conserve une dimension périphérique marquée (Crettiez 1999 ; Meistersheim 2001) ; tandis que d'autres sont moins bien identifiées, notamment la nature explicitement coloniale des relations entre la Corse et ses métropoles successives jusqu'aux premières décennies du XIX^e siècle. C'est en effet au XIX^e siècle seulement que le renouveau colonial français, en repoussant loin de l'Europe les frontières de l'empire, rapproche la Corse de sa métropole colonisatrice. Sous la Troisième République, à l'âge d'or de la colonisation française moderne, l'identité régionale corse semble même parfaitement subordonnée à l'identité nationale française, sur le modèle de la « petite patrie » républicaine (Chanet 1998 ; Thiesse 1997). Alors que certains militants nationalistes

l'aide apportée par l'ancien ministre de l'Intérieur à leur installation, tant en France (affaire du casino d'Annemasse) qu'en Afrique. Michel Tomi et Robert Feliciaggi sont de leur côté mis en cause, en Corse même, dans une affaire de fraude électorale dont il sera question plus loin. L'attention des médias se concentre alors sur les « Corses des jeux », dont les tentatives d'implantation dans de nouveaux territoires africains connaissent à cette époque une série de revers. Naturellement discrets voire méfiants, ces « Corses des jeux » sont, dans ce contexte, devenus franchement hostiles à toute présence jugée inquisitrice. Et compte tenu de leur importance numérique, cette hostilité tend même à contaminer de nombreux Corses pourtant extérieurs au milieu des jeux.

corses évoquent aujourd'hui régulièrement l'existence d'un « État colonial français » cherchant à brider leur « lutte de libération nationale », il est en effet important de rappeler que cette rhétorique, qui emprunte à l'évidence aux combats de la décolonisation, est parfaitement inenvisageable chez les coloniaux corses de la fin du XIX^e ou des premières décennies du XX^e siècle, qui, pour la majorité d'entre eux, assument sans complexe leur statut de colonisateurs. Pourtant, jusqu'à la fin de la période coloniale, la présence corse dans les colonies françaises continue de revendiquer, mais aussi de se voir reconnaître, une spécificité qu'elle ne partage avec aucune autre communauté régionale⁷, de même que, de nos jours, aucune région métropolitaine n'a produit d'équivalent à la Corsafrique.

L'existence et la nature d'une « communauté » corse seront donc discutées, approchées depuis le Gabon, ainsi que les négociations identitaires issues de la position particulière des Corses vis-à-vis de la France comme vis-à-vis de leur pays hôte. Les Corses d'Afrique offrent en effet l'exemple, relativement rare, d'une identité locale confrontée, dans la longue durée, à une situation d'« expatriation » habituellement considérée à l'échelle de la « grande patrie », c'est-à-dire à l'échelle nationale. Bien sûr, les contextes différents dans lesquels cette identité s'exprime incitent à envisager avec prudence tout rapprochement, par exemple entre la « corsitude » revendiquée à l'époque coloniale et celle que l'on peut rencontrer dans l'expatriation contemporaine. De même, l'attitude politiquement réservée de la plupart des Corses aujourd'hui expatriés ne suffit pas à affirmer une continuité entre leur présence et celle des coloniaux, malgré des invariants dans le rapport que ces Corses « déracinés » entretiennent avec leur identité régionale d'origine et qui sont discutés plus loin.

L'enquête de terrain sur laquelle se fonde cette étude a été conduite en 2003, afin de compléter un travail plus classique de documentation à partir d'archives administratives et gouvernementales, associatives ou privées. Elle se nourrit d'observations et d'entretiens, parfois enregistrés⁸, auprès d'interlocuteurs rencontrés au Gabon et en Corse. Parfois complexe à mettre en

7. Il existe en effet d'autres communautés régionales remarquées dans certaines colonies : Alsaciens et Lorrains en Algérie (FISCHER 2000), méridionaux, en particulier originaires du Sud-Ouest en Côte-d'Ivoire (TREFORT 1989) ; ou dans certaines professions directement liées à l'empire ; Bordelais ou Lyonnais dans le commerce impérial (KLEIN 2002), Bretons dans la marine ou le missionnariat (WHITE 2007), Antillais dans l'administration coloniale (HELENON 2011), mais aucune n'atteint le niveau de surreprésentation démographique, le caractère systématique de la présence et la notoriété des communautés corses qui maillent la quasi-totalité de l'empire.
8. Ces entretiens, allant d'une trentaine de minutes à plusieurs heures, ont été enregistrés dès lors que l'interlocuteur l'acceptait. Ils sont, sauf exception, individuels, et pour l'essentiel réalisés dans des lieux publics, en langue française, avec certains passages en langue corse. Malgré ce protocole, certains Corses du Gabon n'ont jamais accepté de répondre, ou, parmi ceux qui ont accepté, ont exigé que leur témoignage soit anonyme, eu égard au contexte décrit plus haut.

œuvre, cette approche, d'inspiration micro-historique, vise à restituer, dans une « histoire au ras du sol » (Revel 1989), la complexité et la richesse des trajectoires individuelles et familiales cernées lors du recueil des récits de vie. L'analyse des réseaux de sociabilité qui amènent un individu à l'Afrique, et spécifiquement au Gabon, le récit des « grandes espérances » couronnées de succès ou vainement entretenues, le retour sur les représentations produites, en Corse notamment, mais aussi en France continentale et au Gabon même, par ces Corses « exotiques », forment une matière qui permet d'approcher au plus près les dynamiques de structuration d'une « communauté » corse en Afrique, tout en ouvrant à une réflexion comparative avec d'autres communautés d'Européens expatriés.

La présence corse dans le Gabon colonial

Le plus méridional des départements métropolitains a fourni bien plus que sa part aux effectifs de la France coloniale. Les originaires de la Corse représentent ainsi 13,5 % des administrateurs coloniaux et 20 % des gouverneurs en poste dans l'empire au début des années 1940, alors que le département abrite moins d'1 % de la population française (Angeli 1942). En 1951, le recensement de la population de l'Afrique occidentale française native de métropole⁹ montre que la France métropolitaine compte en moyenne 90 « coloniaux » installés en AOF pour 100 000 habitants. La Corse, avec 412 natifs installés en AOF pour 100 000 habitants dans l'île, dépasse très largement les autres départements (le suivant étant le Var avec 256 pour 100 000) et *a fortiori* la moyenne nationale. La surreprésentation démographique des Corses dans les colonies, et spécifiquement en Afrique, est donc établie.

Pour en revenir au Gabon, Libreville comptait, en 1925, une cinquantaine d'Européens, dont sept portaient un patronyme à consonance corse (sans que l'origine régionale des individus concernés puisse être autrement établie), parmi lesquels deux employés des services civils de la colonie, un maître de phare, un receveur des postes, un administrateur-adjoint et un agent commercial de la société Personnaz et Gardin¹⁰. La surreprésentation des Corses dans le personnel colonial y est donc confirmée (14 % des effectifs dans ce cas), ainsi qu'une relative diversité socio-économique de leur présence (entre « privés » et fonctionnaires, entre simple commis et « commandant »). En revanche, la faiblesse des effectifs en chiffres absolus laisse difficilement envisager une vie communautaire spécifique, quand bien même la présence de familles (trois des insulaires présumés vivent à la colonie avec femmes et enfants) pourrait constituer un point d'ancrage pour une

9. « État numérique et nominatif des personnalités politiques et parlementaires d'AOF (1947-1951) », CAOM, 17G18.

10. « État nominatif de la population européenne de Libreville en 1925 », ANG 1597-1.

sociabilité réservée. Au cours de la période coloniale, le Gabon, territoire dépendant de la colonie du Congo jusqu'en 1906, a en effet connu un peuplement européen réduit dans lequel l'organisation des pratiques communautaires était encore limitée par la dispersion des individus dans les postes de brousse et sur les chantiers de coupe forestière. Les débouchés portuaires de Port-Gentil et Libreville n'avaient pas la capacité d'attraction de la capitale fédérale Brazzaville, et il faut attendre le lendemain de la Seconde Guerre mondiale pour voir la communauté européenne s'y développer au-delà de quelques dizaines de fonctionnaires et commerçants (Pourtier 1989). Cette présence tardive et limitée du fonctionnariat colonial, dans lequel les Corses étaient particulièrement nombreux, explique dès lors que la communauté insulaire y soit longtemps restée en nombre restreint.

C'est seulement avec le renforcement de l'appareil administratif colonial dans les années 1950, puis avec la reconversion des fonctionnaires coloniaux en conseillers techniques des États indépendants, que les Corses commencent à apparaître au Gabon en nombre significatif. Les effectifs vont alors croître assez rapidement pour que ceux installés dans la colonie entre la Seconde Guerre mondiale et l'indépendance se souviennent de la « grande époque » où les anciens fonctionnaires coloniaux corses terminaient leur carrière en tant que conseillers du gouvernement gabonais : Risterucci, dernier haut-commissaire avant l'indépendance ; Mariani, ministre des Eaux et Forêts de Léon M'Ba ; Vannoni, doyen du barreau du Gabon sont les plus connus (Ndombet 2009).

Parmi les témoins directs de cette période, Simone Guerrini, fille d'un fonctionnaire colonial devenu conseiller technique de Léon M'Ba puis d'Omar Bongo, décrit la présence corse dans le Gabon des années 1960 comme « un monde un peu à part, organisé, puissant, avec beaucoup de postes à responsabilité tenus par des Corses, et une grande entraide »¹¹. Jean Casanova, détaché au Gabon en mars 1960 par la Caisse centrale de coopération économique (ex-Caisse centrale de la France d'Outre-Mer), et qui vit aujourd'hui encore à Libreville, se souvient d'y avoir été accueilli, à sa descente d'avion, par un commissaire de police venu lui souhaiter la bienvenue et l'inviter au gala annuel de l'Amicale des Corses. Le témoignage de ces « anciens » devenus notables souligne l'importance acquise, dans les dernières décennies de la période coloniale, par une sociabilité corse qui se déploie désormais dans un contexte démographique plus favorable.

Les « vieux Gabonais » post-indépendance

Les Corses qui s'installent au Gabon après l'indépendance arrivent dans un contexte encore très marqué par les continuités avec la période coloniale.

11. Simone Guerrini, entretien du 22 mars 2003 à Ajaccio.

Pourtant, parmi les nouveaux arrivants, certains veulent prendre leurs distances avec le passé colonial. Jean Poli, né en 1937, a grandi en Corse tandis que son père, administrateur des colonies, était en poste au Gabon, où il meurt peu de temps après la fin de la Seconde Guerre mondiale. En 1960, de retour d'Algérie où il vient d'achever son service militaire, Jean Poli veut quitter la Corse. Pierre Mariani, futur ministre de Léon M'Ba, passe justement ses congés annuels dans son village d'origine, voisin de celui de Jean Poli, qui raconte : « Je l'ai rencontré [...] et il m'a dit : "En rentrant, je vais voir si je peux te faire venir" »¹². Cet été-là, le 17 août 1960, le Gabon accède officiellement à l'indépendance. Aussi est-ce en tant que contractuel de l'État gabonais que Jean Poli rejoint le territoire où son père fut administrateur. Pour lui, qui milite aujourd'hui dans un mouvement nationaliste corse, la différence est importante : « Ma chance, c'est d'être à cheval sur l'époque : le temps que j'arrive là-bas, c'était décolonisé, donc je n'étais pas administrateur français. [...] Je ne me suis pas senti représentant de la France » affirme-t-il. Mais il dit aussi s'être adapté d'autant plus facilement à la vie au Gabon qu'il avait, à travers son père, « un passé un peu colonial », de sorte que le Gabon « n'a pas été une révélation ». Sa prise de distance avec l'héritage colonial est donc à nuancer.

Simone Guerrini et Jean Poli ne sont plus des coloniaux, mais ils conservent avec la période coloniale un lien direct, et même dans leurs cas, « héréditaire », qui distingue nettement les « vieux Gabonais » de la génération installée au Gabon au tournant des années 1970. Développement de la capitale administrative Libreville, renforcement de l'industrie pétrolière à Port-Gentil, raréfaction des forestiers exploitant les chantiers de brousse : tous ces facteurs convergent alors pour concentrer sur le littoral la majorité des populations européennes. Le « boom de l'OUA »¹³ a conduit vers le Gabon beaucoup d'Européens, parmi lesquels un certain nombre de Corses qui s'y installent à leur compte. Jean Spinelli, restaurateur et directeur de *night-club* à Libreville, fait partie de cette génération. En 1968, il a dix-neuf ans, et pour gagner sa vie, il joue de la guitare dans les boîtes corses d'Abidjan. Il y rencontre Ange Damiani, un autre musicien d'origine corse, qui arrive du Togo. Les jeunes gens envisagent de créer ensemble une affaire à Libreville. Mais Spinelli, jeune marié, laisse Damiani partir en éclaireur. Le récit de son installation fait apparaître, au travers de la notion de « solidarité » si souvent évoquée dans les témoignages des Corses d'Afrique, l'importance et la puissance qu'a encore la communauté corse du Gabon à cette époque :

« Mon ami est parti à Libreville avec l'idée que je le rejoindrais ensuite. Et puis, l'affaire ne s'est pas faite, il a glandé pendant trois mois, bouffé le peu d'argent

12. Jean Poli, entretien du 20 mars 2003 à Novella.

13. Activité économique intense ayant accompagné la préparation du sommet de l'Organisation de l'Unité africaine à Libreville en 1977, au cours duquel de nombreuses entreprises françaises et internationales décrochent des marchés publics gabonais pour la construction d'infrastructures modernes.

qu'il avait. L'amicale des Corses était alors importante, avec beaucoup de Corses dans l'administration. Ils ont vu ce Corse, avec sa guitare, qui jouait dans les bars. Ils ont dit : on va lui trouver une affaire, lui prendre une petite boîte qui sera le club des Corses. La boîte que j'occupe actuellement était alors en construction : ils lui ont prêté des sous, ont pris ce truc en gérance par l'amicale, et l'ont mis là-dedans. Ça s'appelait Le son des guitares. Il a démarré comme ça. Pendant sept ou huit ans, je n'ai plus entendu parler de lui »¹⁴.

Pendant qu'Ange Damiani réussit à Libreville avec le soutien de la communauté corse, Jean Spinelli connaît des difficultés dans le restaurant qu'il a finalement acheté à Paris. Un jour, les deux hommes se croisent dans une rue de Bastia : « Il était plein d'argent, belle voiture. Il me propose de venir le voir au Gabon, dans sa boîte qui marchait bien. Je me suis dit : "[...] lui il a réussi et moi je suis là". » Jean Spinelli, qui vient de se remarier, hésite encore. Depuis Libreville, Damiani insiste : « Un Corse [du Gabon] vient dans mon restaurant à Paris et me dit : tu as le bonjour d'Ange, il veut que tu viennes au Gabon, mais il ne sait pas où te joindre. Moi, j'avais connu Abidjan pendant six ans. L'Afrique, ça me plaisait. Je me suis dit : "Je vais venir une semaine, pour voir". » Mais l'arrivée à Libreville est une déception : l'ancienne cantine de l'amicale des Corses est devenue un repaire de militaires gabonais à l'ambiance douteuse. Jean Spinelli préfère finalement se lancer, sans Damiani, dans la gestion d'un bar-restaurant à Port-Gentil. Commencent alors ses aventures gabonaises, vingt ans de hauts et de bas, d'associations bancales et de « bons coups » réalisés *in extremis*, de projets mirifiques s'achevant en escroqueries, de rêves de grandeur et de désillusions : « On a été vraiment au top pendant des années, depuis 1985-1986. Et puis il y a quatre ans [au début des années 2000], ça m'a pris la folie de faire une belle boîte. » Le Son des Guitares est rasé, et on construit à sa place le Cotton-Club, où se presse bientôt la jeunesse dorée de Libreville : « Tous les enfants des ministres, ses enfants à lui [le président Bongo], ses neveux nous fréquentaient. » La réussite de Jean Spinelli aurait-elle nourri des jalousies ? Convoqué à la présidence, il se voit signifier la nécessité d'abandonner son établissement, car le terrain doit-être récupéré « pour construire un bâtiment public ». La mobilisation de sa jeune clientèle opportunément apparentée lui permet de surseoir à l'exécution de cette consigne, qui n'était peut-être, après tout, qu'une tentative d'intimidation. Mais Jean Spinelli en tire une conclusion amère : « Je me suis senti un peu diminué. Merde ! J'ai investi ici ! Je suis là depuis vingt ans ! [...] Ma boîte était l'une des plus belles du Gabon ! Et ils me traitent comme ça ? J'ai été un peu déçu quoi. »

Représentant de l'aristocratie des « vieux Gabonais », le docteur Alain Guglielmi, fils d'administrateur colonial, est né au Gabon en 1944. « Exilé » en France entre 1962 et 1986, il s'est réinstallé à Libreville, en tant que généraliste, dans ces années 1980 et 1990 durant lesquelles les difficultés

14. Jean Spinelli, entretien du 24 avril 2003 à Libreville.

socio-économiques et l'instabilité politique des pays voisins (Congo, Centrafrique, Angola) entraînaient un redéploiement de la population européenne de ces pays vers le Gabon, avec, là encore des Corses parmi les effectifs. Il a vu bien des expatriés, corses et non corses, achever leur parcours dans l'amertume d'un échec plus ou moins complet, et il en donne son explication personnelle : « Les gens installés ici sont venus pendant le boom de l'OUA, en 1976-77. Le Gabon avait beaucoup d'argent à cette époque. [...] Ces gens [...] ne sont pas bêtes quand même, ils ont vu qu'on pouvait travailler ici. [...] Donc, ces gens sont riches mais... c'est pas le dessus du panier »¹⁵. On retrouve dans ce dernier commentaire la condescendance dont les héritiers directs de la présence coloniale semblent avoir du mal à se départir vis-à-vis de leurs compatriotes plus récemment installés, opérant entre eux de subtils *distinguo*, selon que l'intéressé a réussi (on lui reprochera alors son comportement de parvenu) ou s'est au contraire « gaspillé » (détérioré, débauché) au contact de la population locale, toujours prête à tirer profit des « blancs-becs qui ne connaissent rien et que [les Gabonais] ne respectent pas »¹⁶.

Les Corses des jeux, derniers arrivés

Les « Corses des jeux », qui constituent la plus récente des vagues d'installation corses au Gabon, ne semblent pas être tombés dans ce piège. Ils sont désormais la plus nombreuse et la plus emblématique des composantes de la présence corse dans le pays. C'est à eux que l'on pense d'abord en évoquant les Corses du Gabon, bien qu'ils ne constituent « que » la moitié de cette communauté. Un recensement rudimentaire de la population corse de Libreville en 2003 laisse en effet apparaître, sur les 6 000 résidents français alors installés au Gabon, près d'une centaine de foyers comptant au moins un membre d'origine corse¹⁷. Le pays peut dès lors accueillir, on le verra, plusieurs réseaux de sociabilité spécifiquement corses. Comparativement, le nombre d'employés corses des sociétés de jeu identifiés lors de l'enquête s'élève à un peu plus d'une trentaine de personne. Produits d'un renouvellement démographique récent, ces derniers sont mal connus, y compris par les autres Corses du Gabon, qui véhiculent parfois à leur sujet les mêmes stéréotypes que d'autres composantes de la population européenne expatriée.

15. Alain Guglielmi, entretien du 15 avril 2003 à Libreville.

16. *Ibid.*

17. Le caractère rudimentaire de ce recensement, réalisé à partir de l'annuaire des abonnés au téléphone pour l'année 2003, est évident. D'une part, le patronyme est un indice insuffisant à garantir les origines corses d'un individu, mais cet obstacle a été facilement levé par une vérification téléphonique systématique auprès des abonnés. D'autre part, ce système ne prend en compte que les abonnés au nom desquels la ligne est enregistrée : les colocataires et conjoints ne sont ainsi pas décomptés, de même, on s'en doute, que ceux qui, parfois pour des raisons de discrétion, ne sont tout simplement pas abonnés au téléphone.

Ces stéréotypes sont également présents chez les Gabonais interrogés durant cette enquête, qui tous appartenaient à des milieux socialement privilégiés (notamment étudiants et enseignants, mais également clients du casino, issus du monde politique ou des affaires). Ces stéréotypes sont évidemment directement liés à l'activité exercée.

L'implication des Corses dans l'économie des jeux d'argent et de hasard est ancienne¹⁸ mais leur présence en Afrique devient particulièrement apparente à partir des années 1970 (ouverture du Casino du Cap Vert, à Dakar), avec la naissance d'un « marché » africain pour les jeux d'argent. Le monde des jeux connaît alors une véritable « crise de l'emploi » en métropole, la désagrégation progressive des protections politiques garanties par l'appareil d'État gaulliste s'étant traduite par l'application plus stricte de certains règlements (comme celui qui interdit l'emploi de croupiers dont le casier judiciaire n'est plus vierge). Il est enfin probable que la disparition de « l'empereur corse des jeux » Marcel Francisci, un proche des milieux gaullistes recrutés par Foccart (Bat 2015), assassiné en 1982 à l'issue d'une guerre des *gangs* pour le contrôle des cercles de jeux parisiens, ait dirigé vers des terrains moins « concurrentiels » une partie des compétences insulaires en la matière.

C'est le cas en Afrique, où les bonnes relations de certains Corses avec les élites dirigeantes vont permettre de rebâtir localement le système d'appuis politiques qui a fait, en métropole, le succès des Corses dans les sociétés de jeux. C'est le sens de l'association entre Michel Tomi et Robert Feliciaggi. Ce dernier entretient une relation amicale ancienne avec Denis Sassou-Nguesso, qui fut son condisciple à l'école de Pointe-Noire. La famille Feliciaggi, originaire de la vallée du Taravu, est présente en Afrique depuis 1909, date à laquelle Jérôme Feliciaggi, le patriarche, est nommé au greffe du tribunal de Pointe-Noire. L'un de ses fils fait, à sa suite, sa vie au Congo où il épouse, dans les années 1930, une institutrice, comme lui d'origine corse. Des trois enfants du couple, élevés en Afrique, deux choisissent à leur tour d'y faire carrière. Décolonisation oblige, c'est dans le secteur privé que les frères Feliciaggi bâtissent leur fortune. L'association de Robert avec Michel Tomi, autre originaire de la vallée du Taravu, déjà connu dans le monde des jeux en métropole, repose sur la création d'un *business model* inédit. Grâce à leurs appuis politiques au Congo et dans les pays voisins, ils obtiennent l'autorisation d'exploiter casinos, salles de jeux et sociétés de pari mutuel, à travers des entreprises dans lesquelles ils emploient un grand nombre de Corses qu'ils installent en Afrique à cet effet.

18. Deux régions de l'île (la Balagne au Nord et la vallée du Taravu au Sud) fournissent, dès avant la Première Guerre mondiale, d'importants contingents de croupiers. Puis, dans l'Entre-deux-guerres, les Corses constituent une composante non négligeable du « Milieu », et les jeux de hasard sont un moyen éprouvé de blanchiment de l'argent provenant d'activités illégales telles que proxénétisme, drogue ou contrebande. Présents dans ce secteur en métropole, les Corses le sont aussi, selon toutes probabilités, dans les colonies, et notamment en Afrique.

Ainsi au Gabon, la Société gabonaise des jeux et loisirs (SGIL) développait, en 2003, trois branches d'activités distinctes : le Pari mutuel urbain gabonais (PMUG), les salles de machines à sous du réseau Fortune's Club, et le Casino Croisette, le plus grand établissement de jeux du pays, et même de la région, fièrement installé sur le front de mer de Libreville. La société compte plusieurs centaines d'employés dont une majorité de Gabonais, mais la direction et les fonctions d'encadrement de l'entreprise sont assurées par une cinquantaine de personnes, pour la plupart originaires de la vallée du Taravu. Dans les « salons » des Fortune's Club par exemple, les « directeurs » corses employés par la SGIL sont chargés de surveiller le bon fonctionnement des machines, de contrôler leur approvisionnement et d'en retirer régulièrement la recette, déposée chaque soir au siège de la société. Eux seuls connaissent le produit final de la journée, car les caissiers gabonais qui les assistent n'effectuent que des opérations intermédiaires. Le personnel de la trentaine de salons, situés dans les quartiers populaires de Libreville et les principales agglomérations du pays et dans lesquels les non-Gabonais sont rarement admis, compte aussi un ou plusieurs agents de sécurité africains, employés de la Société gabonaise de services (SGS), dirigée par un ancien colonel français de la garde présidentielle d'Omar Bongo, à laquelle les Fortune's Clubs sous-traitent le contrôle des accès et la protection armée des transferts de fonds. L'implication des employés corses dans des situations présentant des risques de « dérapage » violent est ainsi minimisée. Les directeurs de salon ont en effet reçu la consigne ferme de se tenir éloignés de toute confrontation physique avec un client ou un tiers gabonais. Certains, habitués du port d'arme, ont dû y renoncer. « Nous ici, tu sais, on se tient à carreau. On nous a dit de rester sages » résume l'un d'eux, faisant allusion au contexte médiatico-judiciaire déjà évoqué.

Ces hommes et ces (quelques) femmes sont la composante essentielle, au moins sur le plan numérique, de la « Corsafrique » contemporaine au Gabon. Ils sont célibataires pour la plupart, les rares femmes employées au siège de la société étant les épouses d'employés masculins. La moyenne d'âge est assez jeune, même si plusieurs générations se côtoient, allant de vingt à plus de soixante ans. Presque tous sont issus de la même région de l'île, et des mêmes villages. Certains y ont grandi, d'autres ont vécu à Ajaccio ou Bastia, d'autres encore sur le continent, tout en conservant des liens avec leur région d'origine. Plusieurs présentent une histoire familiale difficile, un parcours scolaire chaotique, des débuts professionnels insatisfaisants. Certains ont peut-être flirté avec la délinquance, mais aucun de ceux qui ont accepté de témoigner (les plus jeunes en fait) n'a signalé de condamnation antérieure à son arrivée au Gabon. Pas de véritables « mauvais garçons » donc, mais souvent des jeunes en perte de repères, ou des hommes pour qui, après une première vie interrompue, l'embauche dans les jeux apparaît comme la seule voie ouverte dans un avenir professionnel bouché. Une véritable opportunité même, pour des individus peu diplômés ou sans expérience professionnelle, auxquels est offerte une rémunération particulièrement attractive pour un emploi certes délicat mais finalement assez simple

d'exécution, ainsi que la possibilité de « voir du pays ». Certains jeunes gens n'attendaient d'ailleurs que le jour du départ :

« À dix-sept ans, j'avais déjà l'Afrique dans la tête. Même bien avant, à treize ans, avec [un autre employé du même âge], on parlait de partir lui et moi en Afrique. Les casinos, ça m'a toujours plu. Travailler avec de l'argent, c'était mon fantasme. Mon père m'expliquait, mon oncle aussi, qui étaient là depuis dix ans, et au Cameroun avant. Plus ils m'expliquaient, plus la motivation était grande. À dix-sept ans, j'ai décidé d'arrêter l'école pour pouvoir partir. J'ai fait des boulots de serveur en attendant qu'une place se libère. Je suis venu ici j'avais dix-neuf ans, j'en ai vingt-deux aujourd'hui »¹⁹.

Mais pour eux aussi la réalité n'est pas toujours à la hauteur de leurs espérances. Si la plupart des employés de la SGIL se déclarent satisfaits, appréciant les conditions de vie privilégiées dont ils bénéficient au Gabon, certains ont néanmoins été choqués, à leur arrivée, par la différence culturelle, et plus encore par les inégalités de niveau de vie, qui les séparent des Gabonais. « Quand je suis arrivé, raconte encore l'un d'eux, on m'a d'abord emmené dans [l'un des plus beaux salons] de Libreville. Je me suis dit : "ça va, c'est bien." Et puis, on m'a emmené à Port-Bouët [le très populaire quartier du marché]. J'étais pas prêt à ça : la saleté, la maladie. Ça m'a marqué »²⁰. Les longues heures dans un emploi fastidieux, les week-ends passés à dormir pour compenser les effets du travail de nuit, pour certains les réveils difficiles après des soirées passées à tromper la solitude dans les bars à hôtesses, mais aussi les tensions générées par l'imbrication étroite des relations personnelles et professionnelles au sein de l'entreprise, les différences arbitraires de traitement entre employés endurées, ou au moins ressenties, de la part de la direction, viennent ainsi contrebalancer les avantages liés à l'expatriation.

Pourtant, pour ceux qui ont connu en Europe des difficultés professionnelles ou privées, l'Afrique constitue bien une deuxième chance : « Beaucoup de gens sont venus ici parce qu'ils avaient des problèmes financiers en Corse. Ils avaient des affaires qui n'ont pas marché, ou ils travaillaient et se sont fait renvoyer. Alors ils se sont tournés vers Michel [Tomi] pour être envoyés ici »²¹. Ces embauches relevant souvent de compétences incertaines, sont dès lors perçues par ceux qui en bénéficient comme un « privilège », une faveur accordée par leur employeur. Cette faveur s'intègre dans une relation d'échange d'où la dimension contractuelle est quasiment absente, remplacée par la logique du « service » rendu par l'employeur qui prend en charge l'employé, celui-ci lui étant dès lors redevable d'une dette qu'il s'efforcera d'acquitter par divers moyens. Ce mode de fonctionnement oscillant entre paternalisme et clientélisme contribue à donner une structure

19. Éric Tasso Santos, entretien du 28 avril 2003 à Libreville.

20. *Ibid.*

21. François Franchi, entretien du 20 mars 2003 à Libreville.

très familiale à l'entreprise, renforcée par les nombreux liens de parenté effective entre des individus issus d'un territoire géographiquement réduit.

Le modèle qui en résulte semble dès lors éloigner l'expérience des Corses des jeux de la situation d'expatriation professionnelle « classique » que pourraient vivre cadres et employés de maîtrise d'un groupe français ou européen implanté en Afrique. Certaines caractéristiques attendues sont bien présentes : avantages financiers importants, responsabilités professionnelles supérieures à celles qui auraient pu être obtenues en Europe (certains « directeurs » de salon sont âgés d'une vingtaine d'années seulement et n'ont aucun diplôme), mais également une certaine « spécialisation » dans l'expatriation, certains employés enchaînant les contrats dans divers pays africains où le groupe est implanté. Néanmoins, la dimension familiale, voire patriarcale, du fonctionnement de l'entreprise, rapproche le cas des Corses des jeux de migrations communautaires, familiales et villageoises, telles qu'on peut les rencontrer, en Afrique, dans la diaspora libanaise ou chinoise. L'analogie est d'ailleurs explicitement faite par certains observateurs extérieurs à la communauté corse, européens et gabonais, l'un d'eux, resté anonyme, affirmant par exemple : « Pour ça [la solidarité familiale], les Corses sont les pires ! »

Les Corses au Gabon aujourd'hui. Une question de générations

La communauté corse du Gabon, telle qu'on peut l'observer au début des années 2000, est donc divisée en sous-groupes de taille inégale, produits d'une succession des vagues migratoires dont les Corses des jeux ne constituent qu'une composante récente parmi d'autres. On trouve ainsi à Libreville des Corses installés dans l'hôtellerie, la restauration ou le tourisme, des Corses exerçant des professions paramédicales (notamment un opticien et un prothésiste dentaire), des industriels (un producteur d'engrais chimiques), des exploitants forestiers ou encore d'anciens militaires reconvertis dans la sécurité (notamment un officier de la garde du président Bongo). Aucun coopérant civil en revanche, ou ce qui se rapproche aujourd'hui le plus de ce statut : aucun Corse n'a ainsi été identifié dans l'enseignement ou la recherche médicale. De l'empilement de ces composantes naissent des clivages socio-professionnels, qui se combinent aux conflits générationnels générés par les différentes vagues d'arrivées successives, pour finir par créer autant de lignes de partage internes à la communauté, et venir ainsi contre-carrer l'image parfois monolithique que cette communauté contribue à entretenir vis-à-vis des observateurs extérieurs.

Ainsi les Corses des jeux forment, lors de leur installation relativement discrète au Gabon, au début des années 1990, un groupe à part avec sa sociabilité propre. « Il y a dix ans nous étions... Je ne devrais pas employer ce mot parce qu'il ne traduit pas bien ma pensée, mais nous étions dans un

esprit commando. Nous arrivions à dix ou douze, et tout le monde se fréquentait » explique l'un des dirigeants de la SGJL²². L'un de ses employés confirme : « À l'époque, on était une équipe [...], on se retrouvait tous, on sortait ensemble le soir, on était bien »²³. Autrement dit, la sociabilité des nouveaux venus s'organise d'abord « en interne », à part peut-être pour ceux qui, isolés dans les villes de province, ressentent plus fortement le besoin de se rapprocher des Européens locaux. Puis les « Corses des jeux » commencent à prendre contact avec la communauté corse déjà implantée. Ces tentatives de rapprochement vont cependant se heurter à plusieurs obstacles.

D'abord, leurs activités, leur mode de vie, leurs centres d'intérêt s'avèrent vite n'avoir que peu en commun avec les représentants de l'ancienne génération. Michel Mondoloni, ancien président de l'amicale des Corses de Libreville, puis de Dakar, a fait à plusieurs reprises l'expérience du fossé qui sépare ces deux générations, et analyse ainsi la réaction des Corses des jeux :

« Ils s'en foutent. Eux alors, vraiment... Justement, j'aurais pensé que ce seraient des gens qui seraient contents de retrouver un endroit un peu [marqué par l'identité corse]. Ben pas tellement non. D'abord, ces gars-là, ils travaillent beaucoup, presque une bonne dizaine d'heures par jour. Quand ils sortent, ils vont plutôt chercher un bar à filles ou un truc comme ça. C'est de leur âge aussi... Et nous [à l'Amicale], on n'a pas d'entraîneuses ! Ça non ! [...] Déjà ça n'a plus rien à voir avec nous, parce que c'est des jeunes qui arrivent direct de Corse. [...] Quand ils arrivent ici, ils voient ça [la décoration de la salle principale de l'amicale des Corses de Dakar, constituée d'affiches défraîchies représentant des paysages de l'île et, dans une vitrine, d'un buste en plâtre de Napoléon I^{er} posé sur son velours vert], ça ne les intéresse pas. Pour eux, c'est même ringard »²⁴.

De fait, les communautés corses d'Afrique se sont constituées, sous l'impulsion des « vieux Gabonais » et de leurs équivalents dans les autres territoires, en véritables conservatoires d'une identité corse largement coupée des évolutions culturelles et sociales intervenues dans l'île au cours des dernières décennies. « Dans les amicales où les Corses se retrouvaient régulièrement, mille fêtes étaient célébrées. On continuait à maintenir les traditions, la vie culturelle corse, les chants, la langue. On vivait hors de l'île, mais on baignait dans la culture corse », explique Alain Guglielmi²⁵. À peine sortis de l'adolescence, les jeunes Corses qui débarquent au Gabon au début des années 2000 ne s'identifient plus aux mêmes références. Aux roucoulaides de Tino Rossi, ils préfèrent les musiques commerciales américaines. Et en matière de chanson corse, ils plébiscitent les textes militants des groupes nationalistes des années 1980 et 1990, que les « vieux Gabonais » trouvent en général trop engagés. Mais quand les « vieux Gabonais » les

22. Jean-Jérôme Feliciaggi, entretien du 16 avril 2003 à Libreville.

23. Joseph Franchi, entretien *op. cit.*

24. Michel Mondoloni, entretien du 17 novembre 2004 à Dakar.

25. Alain Guglielmi, entretien *op. cit.*

interpellent en langue corse, les jeunes répondent en français, tout en se moquant de la prononciation parfois approximative de leurs interlocuteurs. En effet, comme la plupart des insulaires de leur âge, ils comprennent le corse mais le parlent rarement entre eux. La pratique linguistique est d'ailleurs un marqueur générationnel assez net au sein de la communauté, y compris dans l'équipe de la SGJL. Lorsque les employés les plus âgés se retrouvent au bar qui, à Libreville, surplombe le siège de la société, c'est en corse qu'ils discutent et saluent les nouveaux arrivants. Les jeunes admis à la même table hésitent à y prendre la parole dans une langue qu'ils maîtrisent moins bien, et ce silence qui leur est symboliquement imposé contribue à entretenir les relations de hiérarchie informelle qui compensent l'absence d'organigramme officiel dans la société.

Les récupérations électorales

L'autre obstacle à un rapprochement durable entre les Corses des jeux et le reste de la communauté corse du Gabon va précisément jaillir de ce rapport particulier à l'informel et au mélange des genres, auquel les premiers sont parfaitement accoutumés, et qu'ils vont maladroitement tenter d'adopter avec les seconds. On a évoqué plus haut la dimension clientéliste des rapports existant entre employeurs et employés corses du monde des jeunes. Cette dimension s'exprime notamment par le fait que l'employé de la SGJL devient, dans la plupart des cas, partie intégrante d'un électorat captif. Un jeune employé explique : « Moi, la politique, j'ai jamais trop aimé ça. Même en Corse, je votais parce qu'on me demandait de voter. Dans notre travail [...], on nous demande de faire une procuration. Par exemple moi, j'ai fait une procuration à mon oncle, pour qu'il puisse voter à ma place. Voilà »²⁶. Or les dirigeants de la SGJL, Michel Tomi et Robert Feliciaggi, ont, directement ou par l'intermédiaire de membres de leur famille, des ambitions politiques à l'échelle locale, exerçant ou briguant divers mandats électoraux²⁷. Profitant d'une disposition du code électoral, désormais abrogée, qui permettait aux Français de l'étranger de voter dans la commune française de leur choix, les deux dirigeants et leur entourage auraient, selon divers témoins interrogés, non seulement entrepris de capter les voix de leurs employés, mais encore auraient sollicité d'autres Corses du Gabon pour s'inscrire sur les listes électorales de différentes communes de la vallée. Dans les années 1990, ces communes rurales comptaient ainsi parmi leurs électeurs un nombre anormalement élevé de résidents gabonais. À la suite d'une plainte déposée en juin 1998 par l'Association pour le respect du suffrage universel

26. Éric Tasso Santos, entretien *op. cit.*

27. Le frère de Michel Tomi est ainsi maire du village de Tasso depuis 1965. Quand à Robert Feliciaggi, il est élu maire du village voisin de Pila-Canale en 1994, et conseiller territorial à l'Assemblée de Corse en 1998.

(une association locale animée par des juristes corses), il était par exemple démontré que le village de Tasso, épicentre de la zone de recrutement et fief de la famille Tomi, comptait, pour 150 inscrits, 30 électeurs domiciliés au Gabon, dont 27 avaient émarginé aux deux tours de scrutin des élections régionales de mars 1998 (qui portèrent Robert Feliciaggi à l'Assemblée de Corse), alors même qu'ils se trouvaient en Afrique. Des investigations furent lancées dans les autres villages de la vallée, avec une extension prévue à l'étranger. Pourtant, quelques mois plus tard, le procureur Bernard Legras rendait un rapport (confidentiel mais plusieurs fois cité dans la presse et sur les sites spécialisés) concluant, concernant cette affaire, qu'il paraissait « souhaitable, dans la mesure du possible, d'éviter le recours à l'instruction »²⁸. Sa recommandation fut entendue dans la capitale gabonaise, où l'enquête sur les électeurs corses doués d'ubiquité fut interrompue, tandis que, dans un contexte de fraude électorale massive, l'élection en question était annulée sans faire mention de cet élément particulier²⁹. Certains Corses du Gabon, qui avaient accepté, sans trop se poser de questions et souvent comme une façon de « rendre service », les propositions d'inscriptions soumises par l'« équipe de Tomi et Feliciaggi », n'avaient cependant guère apprécié d'être mis en cause dans une affaire de fraude électorale, et même, pour certains d'entre-deux, d'être convoqués pour interrogatoire au consulat de France³⁰. Bien que l'affaire soit restée sans suite, elle avait donc jeté un froid entre les « Corses des jeux » et le reste de la communauté corse du Gabon.

Une vie communautaire *a minima*

L'existence d'une structure communautaire solide et homogène semble difficilement compatible avec ces tensions signalées entre les différentes composantes de la présence corse au Gabon. L'Amicale des Corses du Gabon, qui constitue la forme la plus évidente d'institutionnalisation de cette communauté, connaît d'ailleurs une activité intermittente. Très dynamique dans les années 1980 et 1990, elle bénéficie alors de la présence à Libreville de Louis Dominici, ambassadeur de France d'origine corse. Plusieurs témoins interrogés racontent par exemple que, pour assurer le succès des soirées de l'amicale, celui-ci n'hésitait pas à faire venir par valise diplomatique des produits

28. B. Legras, *Rapport à la Garde des Sceaux sur la criminalité organisée en Corse*, juillet 2000. La garde des Sceaux ayant indiqué, un mois après la réception de ce rapport, son intention de « ne pas rendre son contenu public pour des raisons de sécurité », des extraits sont publiés dans la presse dès le printemps 2001 (voir C. Dubois, « Le rapport secret qui gêne Matignon », *Le Parisien*, 15/05/2001), puis, en octobre 2002, l'hebdomadaire luxembourgeois *L'Investigateur* met en ligne son contenu ainsi que les annexes, sur une page désactivée depuis (voir « L'intégrale du rapport Legras », *Le Nouvel Observateur*, 25/10/2002).

29. Conseil d'État, SSR, 18 décembre 1998, Élections à l'Assemblée de Corse, requête numéro 195246, rec. p. 505.

30. Jean Casanova, entretien du 16 mai 2003 à Libreville.

corsés dont l'importation aurait été plus complexe et coûteuse par la voie normale. Pourtant, moins de dix ans plus tard, au début des années 2000, cette même amicale est en sommeil, ne se réunissant que de manière très épisodique dans des établissements hôteliers gérés par certains de ses membres (l'ancien Son des Guitares racheté par Jean Spinelli et devenu Cotton Club, ainsi que le Mindoubé Club, un centre de loisirs en périphérie de la capitale). Son fonctionnement est d'ailleurs laissé à l'initiative de Corsés de passage, ceux installés durablement au Gabon ayant refusé de s'impliquer dans son animation, tandis que la nouvelle génération se détournait, on l'a vu plus haut, de cette forme de sociabilité jugée dépassée.

Pourtant, une sociabilité spécifiquement corse existe à Libreville. Non que les Corsés expatriés aient adopté un mode de vie sensiblement différent de celui des autres Européens. La plupart des familles observées emploient ainsi une « ménagère » gabonaise, font leurs courses dans les commerces « pour Européens » plutôt qu'au marché, fréquentent le dimanche les piscines des grands hôtels ou les plages du Cap-Esterias et, lorsque leurs revenus les y autorisent, habitent une villa dans le quartier très recherché de la Sablière³¹. En revanche, les Corsés, en particulier à Libreville, semblent favoriser préférentiellement la fréquentation d'autres Corsés. C'est particulièrement vrai chez les employés des jeux, dont beaucoup sont par ailleurs apparentés ou se connaissent depuis l'enfance, dotant les quelques jeunes enfants de la communauté de nombreux « cousins », « parrains » et « oncles » célibataires venus chercher auprès de leurs proches vivant en couple le souvenir d'une vie de famille dont certains déclarent cruellement manquer. Les compagnes gabonaises qui partagent parfois temporairement la vie de ces jeunes célibataires ne sont jamais conviées à ces réunions, à la différence des insulaires de passage. Malgré leur caractère informel, la dimension nettement communautaire de ces réunions privées se trouve ainsi confirmée. Qui veut faire passer un courrier pour la Corse ou commander un article introuvable au Gabon peut ainsi solliciter un compatriote en partance. Ceux qui viennent tout juste de rentrer de voyage se reconnaissant quant à eux à leur paire de baskets ou de lunettes de soleil à la dernière mode ajaccienne. Plus sérieusement, tel représentant corse des « vieux Gabonais », à la recherche d'un emploi pour l'un de ses enfants, n'hésitera pas à se rapprocher, dans ce cadre communautaire, de ces « Corsés des jeux » dont il s'était dans un premier temps détourné compte tenu de leur réputation. La preuve de l'existence d'un sentiment d'identité partagée est ainsi fournie, indirectement, par son instrumentalisation.

Il existe par ailleurs certains aspects de la vie des Corsés du Gabon qui pourraient éventuellement représenter une spécificité par rapport aux autres

31. Une partie significative des employés de la SGJL préfère cependant habiter dans les immeubles modernes du centre-ville, valorisant, compte tenu de leurs horaires étendus, la proximité au lieu de travail.

expatriés. Cette hypothèse demanderait toutefois, pour être vérifiée, de pouvoir en faire le constat dans des conditions identiques d'observation participante. C'est le cas par exemple de certains comportements très connotés, tel que le port d'arme (autorisé ou pas), voire de comportements véritablement illégaux, comme le braconnage et le trafic d'ivoire et d'espèces protégées. Ces pratiques ont été observées, de manière marginale, chez certains des Corses du Gabon. Sans être unanimement acceptées, elles semblaient toutefois connues et tolérées par la majorité de la communauté corse qui affecte à leur égard une certaine nonchalance. Les témoins non corses avec lesquels ces pratiques étaient évoquées les attribuaient volontiers à un supposé sentiment d'impunité des Corses du Gabon, réputés protégés par leur solidarité interne et leurs appuis gouvernementaux, sans néanmoins justifier cette opinion par des faits concrets. L'existence de ces pratiques chez d'autres expatriés, dans des proportions impossibles à établir, conduit cependant à souligner la frontière toujours difficile à tracer entre une éventuellement spécificité et un stéréotype.

La présence corse au Gabon est enfin rendue visible par une série d'indices discrets qui entretiennent, au sein de la communauté comme vis-à-vis de l'extérieur, le sentiment de former une entité distincte du reste des expatriés européens. Ainsi les conversations en langue corse entendues chaque matin aux terrasses de certains cafés, où les habitués savent pouvoir trouver tel apéritif distillé dans l'île, mais aussi les autocollants, drapeaux et autres affichages identitaires aperçus sur quelques carrosseries au milieu de la circulation librevilloise, ou encore la pile de *Corse-Matin* (le quotidien régional de l'île) débarquée sur le tarmac de l'aéroport avec un décalage de trois jours sur la parution insulaire, signent immanquablement, pour l'observateur averti, la présence d'un nombre significatif de Corses dans le pays. Les quelques observateurs extérieurs à la communauté corse qui ont pu être interrogés ne s'y trompent d'ailleurs guère, même si des confusions sont toujours possibles³².

On peut ainsi conclure à l'existence d'une vie communautaire spécifique aux Corses du Gabon. Comparée à l'activité et à la visibilité des communautés corses d'Afrique observées à d'autres époques, il s'agit certes d'une vie communautaire *a minima*. Son existence suffit néanmoins à distinguer les Corses d'autres composantes régionales de l'expatriation française ou européenne au Gabon, pour lesquelles aucun équivalent n'a été observé.

Expatriation et rapport aux origines

Une fois constatée cette spécificité, comment l'expliquer ? Le premier facteur qui vient à l'esprit est évidemment le renouvellement démographique

32. Un interlocuteur gabonais expliquant par exemple longuement la symbolique de la tête de Maure dans le combat des militants nationalistes basques.

récent et massif qu'ont constitué les Corses des jeux. Pourtant, les Corses du Gabon qui attendaient une revivification identitaire de cette nouvelle génération d'expatriés en ont été pour leurs frais.

Entretien le souvenir d'une Corse largement fantasmée, les « vieux Gabonais » répugnent en effet à se confronter à la réalité de la Corse contemporaine. « Quand je rentre en Corse, je n'ai aucun problème avec les anciens. Ils savent ce que je ressens. Mais les gens de ma génération, on n'a pas la même manière de voir tout un tas de choses » explique Alain Guglielmi³³. De même, la plupart des Corses du Gabon s'enthousiasment de loin pour le réveil identitaire et les revendications politiques de leur île. Certains, comme Jean Casanova et Alain Guglielmi vont jusqu'à se déclarer « sympathisants autonomistes ». Ils se reconnaissent pourtant difficilement dans la Corse issue des années du « *Riacquistu* »³⁴, et se raidissent en particulier contre la radicalisation de la politique insulaire. Celle-ci leur vaut en effet les réflexions amusées des Gabonais et celles, moins amènes, des autres Français expatriés. Dans une large mesure, ces « Corses de l'extérieur »³⁵ sont souvent porteurs de réflexes et d'attitudes qui déterminaient déjà, à l'époque coloniale, le choix de l'émigration fait par leurs parents, et s'opposent donc aujourd'hui à un autonomisme corse marqué par l'idéologie du « vivre et travailler au pays ». Ainsi Jean Casanova est-il « très fier que [ses] garçons se sentent corses », mais lorsque le cadet décide de s'installer dans l'île : « Je lui ai dit : “qu'est-ce que tu vas trouver là-bas ?” Et je l'ai encouragé à chercher ailleurs. » Cette remarque paradoxale conduit à s'interroger pour finir sur le rapport que les Corses du Gabon entretiennent avec la Corse, ou plus précisément, avec ce qu'ils définissent comme « l'identité corse ».

Pour les Corses de passage : une identité plébiscitée

Ceux qui s'estiment seulement « de passage » en Afrique, à commencer par les employés de la SGJL, affirment tous nettement leur identité corse, lui reconnaissant, selon les individus, une importance personnelle, tantôt équivalente, tantôt supérieure à leur identité française. Cette dernière se voit attribuer par certains une simple fonction « administrative », alors qu'elle

33. Alain Guglielmi, entretien *op. cit.*

34. Mot d'ordre du nationalisme corse depuis les années 1960, le « *riacquistu* » désigne la « réappropriation », sous l'impulsion d'un militantisme politique plus ou moins radical, d'un certain nombre de marqueurs culturels de l'identité corse réputés menacés d'« acculturation ».

35. Une expression qui semble préférée par les intéressés à celle de « diaspora ». Les associations de Corses fondées dans les villes de France continentale, et avec lesquelles certaines amicales corses d'Afrique ont par le passé entretenu des liens, revendiquent ainsi régulièrement le droit des « Corses de l'extérieur » à être associés aux acquis politiques des insulaires.

se rattache pour d'autres à un mode de vie, des valeurs, parfois un passé défini comme « glorieux ». Elle apparaît cependant souvent en retrait dans le ressenti identitaire des individus : significativement, la quasi-totalité des Corses interrogés déclare ne pas envisager le retour en Europe autrement que dans le cadre d'une réinstallation en Corse, la France métropolitaine arrivant bonne dernière des alternatives envisagées derrière l'outre-mer français et l'étranger, en Afrique ou ailleurs³⁶. Parmi les motifs de ce rejet de la vie en France continentale (qu'une partie des témoins n'a en fait d'ailleurs jamais expérimentée), la « perte de qualité de vie » est la plus évoquée, déclinée dans divers domaines ; parfois de manière paradoxale, comme cet employé de la SGJL qui, ayant lui-même vécu plus de quinze ans en Afrique en tant qu'expatrié, déclare : « Je ne voudrais pas m'installer en France. Dans des villes comme Paris ou Marseille, il y a beaucoup trop d'étrangers, il n'y a plus que ça. À Tasso [son village d'origine] au moins, on est tranquille. Encore que même là... »³⁷. L'identité française apparaît ainsi, dans le témoignage de beaucoup de Corses d'Afrique, comme une identité seconde, sinon une identité faible, par comparaison avec l'identité corse qui est au contraire volontiers exaltée. Cette dernière est en effet reliée à une dimension plus sentimentale, essentiellement nostalgique, qui se traduit par l'attente parfois fébrile du retour prochain. Dans quelques cas, le témoin affirme même son « patriotisme » corse. Celui-ci ne se traduit cependant par aucun engagement concret, si l'on excepte les retours fréquents vers l'île (d'une à plusieurs fois par an pour les employés de la SGJL, dont les billets sont en partie financés par l'entreprise).

Pour les Corses d'Afrique : une identité de secours

La situation des « vieux Gabonais » d'origine corse est bien différente. Comme beaucoup de Corses d'Afrique restés longtemps éloignés de l'île, où il n'a jamais vécu durablement, Alain Guglielmi peine à concilier ses différents attachements identitaires. Lui qui voudrait partager sa retraite entre la Corse et le Gabon ne revient pourtant que très rarement sur la terre de ses ancêtres, préférant pour ses vacances les safaris sud-africains. « C'est pas que je ne suis pas attaché à la Corse ! La Corse, je l'ai dans le fond de moi-même. Elle demeure. C'est très important pour moi la Corse. Mais j'ai toujours été habitué à en être éloigné physiquement, même si elle est très présente à l'intérieur de moi-même. Si un jour je rentre, c'est là que j'irai, nulle part ailleurs. Mais pour l'instant, [...] je préfère aller en Afrique »³⁸.

36. La seule exception à ce modèle concerne un témoin qui, âgé et malade, estime impossible de trouver ailleurs que dans une grande ville « du continent » les soins médicaux dont il aura besoin.

37. Le témoin a souhaité rester anonyme.

38. Alain Guglielmi, entretien *op. cit.*

Jean Casanova partage la même incertitude, qui a cependant pris chez lui la forme d'une véritable quête identitaire. Ses trois enfants, nés et élevés en Afrique, l'ont ainsi accompagné dans un retour aux sources tardif. En effet, avant de devenir un Corse d'Afrique, Jean Casanova a d'abord été un « Corse du continent » à qui son père, originaire du nord de l'île, a interdit de retourner en Corse après un différend familial. Pourtant, Jean Casanova a très jeune deux obsessions : « partir en Afrique [et] retourner installer ma famille en Corse »³⁹. Sa tentative de renouer avec la lignée paternelle échoue pourtant, dans des conditions révélatrices du fossé creusé par l'émigration entre les Corses de l'intérieur et ceux de la diaspora. Malgré l'interdit paternel, il décide en effet, après plusieurs années passées en Afrique, de se rendre en vacances en Corse. Il rencontre des cousins, et s'intéresse à son héritage. Or la Corse, en vertu d'avantages fiscaux anciens⁴⁰, est alors dispensée de l'obligation de régler les successions, laissant dans l'indivision une bonne part du patrimoine insulaire. Jean Casanova établit devant notaire les héritages sur trois générations. On imagine la réaction des parents restés dans l'île : « Ça a fait des histoires. J'ai fait [la succession] de mon père, de mon grand-père, de mon arrière-grand-père, j'ai tout fait. Ça a duré dix ans. [...] Quand je suis arrivé à la maison familiale, j'avais toutes les preuves de propriété, mais elle était occupée par des cousins. » On fait comprendre au cousin d'Afrique qu'il doit revoir ses prétentions, on le menace. Entre temps, Jean Casanova a bâti une maison dans le sud de l'île, loin de la Balagne et des parents batailleurs. « Je voulais m'installer au bord de mer et non pas dans les maquis là-haut. Donc j'ai dit : "Je ne veux pas d'histoire". On leur a tout laissé. »

Ce renoncement final est révélateur à plus d'un titre. Il montre d'abord l'acculturation de l'émigré, ou plutôt le choc culturel entre ce que ce dernier incarne de la société moderne (celle de la loi et de l'acte notarié qui certifie le droit de propriété) et les « arrangements » traditionnels au sein d'une société d'interconnaissance restreinte dans laquelle le consensus familial, mais aussi, à l'occasion, le droit du plus fort, sont les véritables fondements de la légitimité. Second indice du changement opéré par l'expérience de l'émigration, Jean Casanova renonce à une réimplantation authentique dans le territoire paternel, accordant moins de valeur à l'antique maison familiale perchée dans les montagnes qu'aux terres littorales, longtemps considérées comme la portion congrue des héritages, celle réservée aux filles ou aux émigrés (Renucci 1974)⁴¹. Enfin, la capacité de Jean Casanova à renoncer purement et simplement à une partie de son héritage pour se replier sur une

39. Jean Casanova, entretien *op. cit.*

40. Les arrêtés Miot accordés en 1801 et récemment abrogés.

41. J. RENUCCI (1974) souligne à ce sujet les frustrations générées, à partir des années 1970, par les plus-values réalisées sur ces terrains depuis l'essor du tourisme balnéaire, et dont un certain nombre de Corses restés dans l'île se trouvent exclus au profit de leurs parents ayant choisi l'émigration.

propriété acquise grâce aux seuls revenus générés par sa carrière africaine suggère l'importance des conséquences économiques de l'expatriation. Mais plus que tout cela, l'obstination de la famille Casanova à se « réinstaller », selon sa propre terminologie, en Corse, reflète avant tout la tentative véhémente, sinon la volonté désespérée, de s'accrocher à une identité désormais incertaine. Le témoignage de la fille de Jean Casanova, Marie-Hélène, 38 ans, née à Brazzaville, n'ayant jamais vécu en France durablement, donne un aperçu explicite de cette incertitude identitaire :

« Je me sens d'abord Africaine, ensuite Corse et après Française. Non ! Je me sens Corse avant tout, mais vivant en Afrique. Mes racines sont ici [en Afrique] quand même. Mais d'abord Corse, avant Française : Corse et Africaine, ou Africaine et Corse, c'est la même chose. Mais quand même, on est avant tout Corses. Parce qu'ici, on n'est malgré tout pas chez nous. Même si je suis née ici, si je peux considérer que c'est mon pays, mes racines... parce que j'en ai pas d'autres ! Mais c'est quand même pas chez moi »⁴².

On comprendra mieux ce témoignage en soulignant qu'il est recueilli au printemps 2003, à un moment où Libreville, comme d'autres capitales d'Afrique francophone, héberge un certain nombre d'expatriés évacués de Côte-d'Ivoire après les émeutes anti-françaises des mois précédents. Ce n'est pas la première fois que Libreville accueille de tels réfugiés, mais la chute du bastion d'expatriation que constituait la Côte-d'Ivoire semble avoir ébranlé durablement la communauté française d'Afrique. Marie-Hélène Casanova s'inquiète :

« On peut repartir du jour au lendemain. Qu'on soit là depuis quarante ou cinquante ans, qu'on ait des biens ou pas, si un jour ça doit faire comme en Côte-d'Ivoire ou au Congo, ils ne vont pas trier les Français sur le volet. S'il y a un problème et qu'on nous dit demain il faut partir, on part, et on perd tout. [...] S'il y a quoi que ce soit, on sera obligé de rentrer en catastrophe, comme les Pieds-Noirs, et ils étaient là depuis plus longtemps que nous : rapatriés sur la France, et puis démerdez-vous »⁴³.

La situation de ces « Blancs d'Afrique », parfois immigrés de la troisième ou quatrième génération, contraints à une appartenance indéfinie, renvoie évidemment aux migrations inverses des Africains vers l'Europe : contrainte partagée du phénotype qui détermine l'assignation communautaire indépendamment du ressenti individuel, déchirement de l'émigré qui n'a plus sa place dans la société d'origine mais peine à se faire reconnaître par celle d'accueil... L'assimilation est tentante, non dénuée de fondement, mais des nuances s'imposent, dont l'une, de taille, consiste à remarquer que cette « vie africaine », que Marie-Hélène Casanova et bien d'autres « anciens » du Gabon revendiquent, emprunte dans les faits bien peu de

42. Marie-Hélène Casanova, entretien du 10 mai 2003 à Libreville.

43. *Ibid.*

caractéristiques à la culture locale. Ainsi, de façon significative, aucun des Corses nés en Afrique et rencontrés au cours de cette étude ne parle la langue locale. Certains possèdent la double nationalité franco-gabonaise ou franco-congolaise, mais y voient avant tout une facilité administrative. Les « vieux Gabonais » se targuent certes d'avoir, par un contact régulier, pénétré la culture de leur pays d'accueil plus subtilement que l'expatrié moyen. Simone Guerrini par exemple revendique une proximité avec « l'âme africaine » acquise dès l'enfance : « J'ai toujours baigné dans les contes et légendes africains. [...] On discutait, ça permettait d'avoir des univers différents, c'était très enrichissant. Vous gardez votre propre culture et vos propres principes mais vous apprenez aussi la relativité des choses, et que les peuples puissent vivre, agir, penser différemment sans être ni meilleurs ni pires que nous, ils sont différents, c'est deux mondes »⁴⁴. Elle n'en conclut donc pas moins à une différence irréductible.

Comme elle, la plupart des « vieux Gabonais » maintiennent une distance prudente avec la culture gabonaise, et restent arc-boutés sur la préservation de leur culture européenne, au sein d'un milieu africain qui est à peine effleuré : « Bon, je ne sais pas comment vous dire ça. Moi, je suis née ici, je suis allée à l'école ici, donc j'ai aucun problème avec les Africains. J'ai plein d'amis africains, j'en fréquente beaucoup, je sors avec. Mais il faut savoir, ce n'est pas du tout un propos raciste que je vais vous tenir, qu'on a quand même une différence de culture. Même ceux qui sont allés en Europe faire des études, lorsqu'ils reviennent chez eux, ils sont réintégrés, repris dans le système culturel gabonais, ou africain, qui n'a rien à voir avec le nôtre. [...] Ça ne nous empêche pas de sortir, de faire des fêtes, de les faire venir à la maison, d'avoir des amis sur lesquels on peut compter comme on peut avoir des amis français. Mais il faut savoir qu'il y a certains domaines où ça n'est pas la peine d'aller. Il faut pas. [...] Je ne suis pas intellectuellement opposée à ça, mais je pense qu'il faut se préserver ces petites valeurs à nous, qu'on a même si on n'est pas en Europe, si on n'est pas en Corse. Surtout nous les Corses, on a un certain nombre de valeurs ! » explique Marie-Hélène Casanova, sans chercher à préciser ce que sont ces valeurs. Son discours semble implicitement considérer toute tentative de découverte trop poussée de la culture de l'Autre comme une mise en danger de l'Européen. Difficile de ne pas y entendre l'écho, transmis à travers les générations, de l'ancien tabou colonial de l'« indigénisation » encore perçue comme une « décivilisation »⁴⁵. Les Blancs d'Afrique, ici incarnés par les Corses d'Afrique, seraient donc des Africains, mais de culture, de langue, de mode de vie, de valeurs et de références morales farouchement européens. Européens d'Afrique en fait, Français d'Afrique peut-être, et bien sûrs Corses d'Afrique : le complexe identitaire dans lequel ils se débattent est, en dépit

44. Simone Guerrini, entretien du 22 mars 2003 à Ajaccio.

45. Terme issu du lexique colonial dont la généalogie a été présentée notamment par E. SAADA (2009).

de ces contradictions, et peut-être d'ailleurs de leur fait même, humainement émouvant. Leurs témoignages montrent en effet qu'ils ressentent durement les obstacles à une intégration à laquelle ils ne peuvent par ailleurs pas eux-mêmes se résoudre.

C'est dans ce contexte que se révèle pleinement l'intérêt particulier des Corses d'Afrique, qui réside dans les solutions singulières que cette communauté tente de mettre en œuvre pour résoudre son dilemme identitaire. Les Corses d'Afrique interrogés semblent en effet évoquer leur identité corse comme un palliatif de l'incertitude identitaire qui les hante, une identité de substitution à celles, française, africaine, européenne, dans lesquelles ils ne se retrouvent pas totalement ou qui leur sont refusées. « Un Blanc qui devient Africain, c'est quelqu'un dont les parents ont vécu ici, qui sont nés ici, comme mon frère et moi. J'ai toujours connu cette vie-là, je me sens Africaine, mais tout en sachant que je ne suis quand même pas chez moi. Donc, je me sens chez moi, mais je ne suis pas chez moi. Je me sens Africaine avant tout, mais je ne sais pas pourquoi, il y a ces racines corses qui ressortent et dont je suis très fière » dit Marie-Hélène Casanova en conclusion de sa réflexion sur la fragilité de l'implantation des « Blancs d'Afrique »⁴⁶. L'identité corse devient ainsi une identité-refuge, parfois totalement reconstruite après une rupture générationnelle complète, parfois au contraire simplement mise à distance pendant un temps avant d'y revenir : « Maintenant, certains pensent : "Tu as été un traître parce que tu as quitté la Corse". C'est des idiots ! Je suis parti parce qu'il n'y avait pas de boulot en Corse et qu'il fallait que je parte. Sinon, j'allais faire quoi ? Berger ? », se justifie Jean Spinelli. Et pensif : « Quand ils sont rentrés, ils s'adaptaient bien, tous ces vieux qui avaient fait les colonies. Je pense que ce sera la même chose [pour nous], du moment qu'on est resté en contact avec ses amis »⁴⁷.

L'identité corse offre donc une forme de certitude identitaire, d'autant plus aisément acquise que la vie en vase clos de la communauté des Corses d'Afrique met rarement cette identité revendiquée par l'individu à l'épreuve d'une nécessaire acceptation collective. L'identité corse reste ainsi, d'une certaine façon, virtuelle, affirmée mais non soumise à reconnaissance, offrant une sécurité temporaire à des individus en manque d'identité et en quête d'appartenance. Cette sécurité pourrait cependant être remise en question lorsqu'un renouvellement relativement brutal de la communauté se produit, comme c'est le cas au Gabon avec l'arrivée des Corses des jeux. Le décalage devient alors patent entre l'identité fantasmée des Corses d'Afrique et celle portée par les nouveaux venus, qui revendiquent, et se voient d'ailleurs reconnaître, une plus grande authenticité dans la référence culturelle commune : « Il y a ici des gens d'origine corse, mais à part chez ceux du PMU, qui vont et viennent [entre le Gabon et la Corse], l'esprit corse, il n'y en a pas beaucoup. Les autres, ils ne peuvent pas avoir cet esprit comme nous

46. Marie Hélène Casanova, entretien *op. cit.*

47. Jean Spinelli, entretien du 24 avril 2003 à Libreville.

qui venons de là-bas »⁴⁸, dit par exemple Jean Spinelli, se reliant par ce « nous » complice à ceux qui, comme « les Corses des jeux », se sont montrés aptes à donner toutes les marques d'authenticité requises (patronyme typique, positionnement géographique et familial dans l'île, pratique minimale de la langue notamment).

Pourtant, de ce décalage même naît un nouvel équilibre, finalement bénéfique pour la consolidation de la communauté. À la condescendance des « vieux Gabonais » raillant les erreurs de « psychologie africaine » des nouveaux venus, répond en effet celle des Corses de l'île pour ceux de la diaspora « incapables de prononcer correctement leur nom ou celui de leur village », et finalement tellement francisés qu'ils ne seraient guère différents, dans leur manière d'être, des expatriés « continentaux ». Mais la dimension instrumentale de l'identité corse au sein des communautés expatriées, déjà évoquée, évite à cette opposition génératrice de tensions et de divisions internes d'escalader jusqu'à la rupture. Les « vieux Gabonais » sont parfois mécontents de l'image de la communauté corse que renvoient les nouveaux venus, mais les reconnaissent néanmoins porteurs d'un lien aux origines qu'eux-mêmes ont partiellement perdu et au contact duquel ils espèrent « retremper » leur identité. De leur côté, les Corses des jeux, et plus généralement ceux qui se sont récemment installés au Gabon, ont tout intérêt à user de ce sentiment d'appartenance commune pour se ménager un recours auprès de familles anciennement implantées et dont la connaissance du pays est précieuse. Dans l'ensemble donc, chacun s'efforce de « maintenir le contact », contribuant ainsi à perpétuer l'image d'unité, de solidité et d'inamovibilité que la présence corse en Afrique semble offrir à ses observateurs depuis la période coloniale.



L'observation des Corses du Gabon, et en particulier de ce bastion de la « Corsafrique » que constituait Libreville au début des années 2000, permet de mieux comprendre l'organisation de cette communauté : ses institutions, ses activités, ses figures emblématiques et ses « lignées » remontant à la période coloniale. On en voit le fonctionnement à travers l'expression de solidarités ou au contraire d'inimitiés, ainsi que les tensions générées par les enjeux économiques, politiques et culturels qui sous-tendent les relations de cette communauté avec son environnement. Le cas du Gabon est d'autant plus intéressant que le renouvellement récent constitué par l'arrivée massive des « Corses des jeux » en provenance de l'île a eu des effets contrastés. La revivification de la présence corse y est évidente et se traduit par une réalité statistique qui, si elle est loin d'être équivalente à celle de l'époque

48. *Ibid.*

coloniale ou de ses lendemains immédiats, a néanmoins des effets concrets et visibles sous la forme de traces actives et bien vivantes et non, comme c'est le cas dans de nombreux autres pays d'Afrique, sous la forme fossilisée de vestiges et de mémoire. L'effet de cette présence corse revivifiée touche notamment ces « Blancs d'Afrique » d'origine corse qui y puisent le renouvellement nécessaire à la non-dissolution de leur identité d'origine, celle-ci jouant le rôle d'une véritable « bouée de sauvetage » dans l'océan d'incertitudes que représente une expatriation à long terme.

La nouvelle communauté corse ainsi constituée se distingue des vagues migratoires précédentes par bien des aspects, mais certaines formes de cohésion affirmées dès l'époque coloniale s'y expriment encore et, en fin de compte, les continuités y dominent. Certes, l'image des Corses d'Afrique est aujourd'hui moins prestigieuse, en Afrique comme en France, et singulièrement en Corse, qu'elle ne l'était au temps des fonctionnaires de l'administration coloniale. Les activités des nouveaux venus génèrent des suspicions que leur comportement très réservé, et parfois critiquable, contribue à entretenir. C'est aussi que le recrutement de cette nouvelle génération de Corses d'Afrique ne répond plus aux mêmes critères de sélection que ceux du recrutement colonial. Pourtant, on retrouve dans la composition sociologique de la communauté actuelle des traits identiques à celle d'avant 1960, telle que la domination numérique de jeunes hommes célibataires, dont une partie en rupture sociale ou familiale, venus chercher en Afrique un refuge ou un nouveau départ. Les motivations avancées par ces nouveaux Corses d'Afrique sont en effet bien proches de celles qui ont pu être dégagées par ailleurs chez leurs prédécesseurs coloniaux : volonté d'ascension sociale répondant à un horizon bouché dans le territoire d'origine, goût pour l'aventure, surtout si elle est balisée et promet d'être lucrative, inscription dans une projection communautaire hors de l'île permettant de vivre la migration comme un déchirement certes, mais nécessaire, temporaire et toujours réversible, ainsi que l'exprime l'un des jeunes employés de la SGJL :

« J'ai essayé de rester en Corse, j'ai pas réussi. J'aurais été mieux chez moi, mais faut savoir ce qu'on veut. Travailler pour le SMIC, ça m'intéresse pas. En Corse, j'avais de quoi, mais j'ai voulu essayer. L'Afrique je connaissais. Enfin, je connaissais mon patron. C'est pas trop mon truc l'aventure. [...] Qu'est-ce que j'avais à perdre ? [...] En Corse, j'aurais toujours fait quelque chose, je suis pas fainéant. Mais là, ça m'a plu, je suis resté. Je pourrais rester encore, le temps qu'il faut ».

Institut des mondes africains (IMAF), Paris.

BIBLIOGRAPHIE

ANGELI, P.

1942 *La Corse et les Corses dans la colonisation*, Mémoire de fin d'études, Paris, École nationale de la France d'Outre-Mer.

BAT, J.-P.

2012 *Le syndrome Foccart. La politique française en Afrique de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard.

2015 *La fabrique des « barbouzes ». Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Paris, Nouveau Monde.

BEAU, N.

2002 *La Maison Pasqua*, Paris, Plon.

BRUBAKER, R.

2001 « Au-delà de l'identité », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 139 (1) : 66-85.

CHANET, J.-F.

1998 *L'école républicaine et les petites patries*, Paris, Aubier.

CRETTEZ, X.

1999 *La question corse*, Bruxelles, Complexe.

DOZON, J.-P.

2002 « L'État français contemporain et son double : l'État franco-africain », *Les Cahiers du Centre de recherches historiques*, 30, <<http://ccrh.revues.org/432>>.

FISCHER, F.

2000 *Alsaciens et Lorrains en Algérie. Histoire d'une migration*, Nice, Éditions Gandini.

HELENON, V.

2011 *French Caribbeans in Africa : Diasporic Connections and Colonial Administration, 1880-1939*, New York, Palgrave MacMillan.

KLEIN, J.-F.

2002 *Soyeux en mer de Chine : stratégie des réseaux lyonnais en Extrême-Orient (1843-1906)*, Thèse de doctorat, Lyon, Université Lyon II.

M'BOKOLO, E.

2009 *Médiations africaines. Omar Bongo et les défis diplomatiques d'un continent*, Paris, L'Archipel.

MEISTERSHEIM, A.

2001 *Figures de l'île*, Ajaccio, DLC.

NDOMBET, W.-A.

2009 *La transmission de l'État colonial au Gabon (1946-1966). Institutions, élites et crises*, Paris, Karthala.

POURTIER, R.

1989 *Le Gabon. État et développement*, Paris, L'Harmattan.

PROFIZI, V.

2002 *Les Corses dans le Niger colonial*, Mémoire de DEA, Paris, EHESS.

RENUCCI, J.

1974 *Corse traditionnelle et Corse nouvelle, la géographie d'une île*, Audin.

REVEL, J.

1989 « L'histoire au ras du sol », in G. LEVI (dir.), *Le Pouvoir au village : histoire d'un exorciste dans le Piémont du XVII^e siècle*, Paris, Gallimard : 1-32.

SAADA, E.

2009 « Entre "assimilation" et "décivilisation" : l'imitation et le projet colonial républicain », *Terrain*, 44, <<http://terrain.revues.org/2618>>.

THIESSE, A.-M.

1997 *Ils apprenaient la France : l'exaltation des régions dans le discours patriotique*, Paris, Éditions de la MSH.

TIREFORT, A.

1989 *Européens et assimilés en Basse-Côte-d'Ivoire, 1893-1960 : mythes et réalités d'une société coloniale*, Thèse de doctorat, Bordeaux, Université de Bordeaux III.

VERSCHAVE, F.-X.

1998 *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, Paris, Stock.

WHITE, O.

2007 « Priests into Frenchmen ? Breton Missionaries in Côte d'Ivoire, 1896-1918 », *French Colonial History*, 8 : 111-121.

RÉSUMÉ

Au début des années 2000, une importante communauté corse expatriée vit au Gabon, travaillant notamment dans le domaine des jeux d'argent mais s'appuyant sur des strates d'installation plus anciennes et sociologiquement plus diversifiées. Les inquiétudes identitaires de ces Corses d'Afrique trouvent une réponse originale dans la référence à une identité régionale dont la définition ne va pas sans contradictions.

ABSTRACT

Corsicans in Gabon. Identical Reorganizations of a Regional Community in Situation of Expatriation. — In the early 2000s, an important community of expatriated Corsicans lives in Gabon, notably working in the gaming industry. This community however leans on former and sociologically more diversified strata of settlement. These “Corsicans of Africa” develop identity anxieties that can find an original answer by referring to a regional identity whose definition does not go without contradictions.

Mots-clés/Keywords : Corse, Gabon, casino, expatriés, identité/*Corsica, Gabon, casino, expatriates, identity.*

